Document generated on 07/14/2025 5:14 p.m.

Études littéraires africaines

BLANC (Guillaume), *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*. Préface de François-Xavier Fauvelle. Paris : Flammarion, 2020, 343 p., cartes – ISBN 978-2-08150-439-4

Dominique Ranaivoson

Number 50, 2020

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1076049ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1076049ar

See table of contents

Publisher(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (print)
2270-0374 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Ranaivoson, D. (2020). Review of [BLANC (Guillaume), *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*. Préface de François-Xavier Fauvelle. Paris : Flammarion, 2020, 343 p., cartes – ISBN 978-2-08150-439-4]. *Études littéraires africaines*, (50), 229–230. https://doi.org/10.7202/1076049ar

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

BLANC (Guillaume), *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*. Préface de François-Xavier Fauvelle. Paris : Flammarion, 2020, 343 p., cartes – ISBN 978-2-08150-439-4.

Guillaume Blanc, historien de l'environnement à l'Université de Rennes, spécialiste de l'Afrique contemporaine, propose avec cette histoire des parcs nationaux africains à la fois une très minutieuse étude historique, préfacée par le célèbre historien de l'Afrique François-Xavier Fauvelle, et un essai qui dénonce ouvertement des pratiques et des positions considérées comme écologiquement correctes, et donc politiquement bien-pensantes. Il livre ainsi un ouvrage détonant autant que dérangeant. Le point de départ en est la description des différentes étapes de la mise en place et de la gestion des grandes réserves de chasse devenues les parcs nationaux africains (au nombre de 350 aujourd'hui) : pour ce faire, G. Blanc part d'un lieu qu'il a arpenté et étudié, le nord de l'Éthiopie (deux cartes situent les parcs). D'entrée de jeu, c'est-à-dire en ouverture du volume, il dresse le portrait, en janvier 2019, d'un jeune Éthiopien chassé avec les siens de son village situé sur le territoire d'un parc, au prétexte que leur activité agro-pastorale nuisait à des animaux menacés (un bouquetin endémique, le *Walia ibex*). L'auteur fait de ce déporté l'emblème d'une vision commune à tous ceux qui croient sauvegarder la nature (si ce n'est la Terre) en ne considérant ses habitants que comme des dangers, puis comme des ennemis. Voilà ce qu'il appelle le « colonialisme vert » : « cet idéal d'une nature débarrassée de ses habitants », une vision née chez les Blancs qui voulaient préserver leurs réserves de chasse, adoptée ensuite par l'ensemble des pouvoirs postcoloniaux (y compris par les plus hostiles à l'Occident comme les marxistes éthiopiens) pour des raisons économiques ou politiques, et actuellement unanimement défendue en vertu du « fardeau écologique de l'expert occidental avec des théories environnementales déclinistes » (p. 39). Le point de départ de la dénonciation de cette sujétion aux apparences vertueuses se trouve, selon l'auteur, dans la « croyance » en une Afrique menacée par ses habitants, alors qu'elle devrait « rester » ce qu'elle fut jadis, un écrin vert, un sanctuaire paradisiaque. Chiffres et citations à l'appui, l'historien démontre que rien ne prouve qu'il en fut ainsi et surtout que les Africains savent entretenir les milieux dont ils dépendent. Le premier chapitre en appelle d'emblée à « déconstruire nos croyances, (re)penser la nature » (p. 21), le suivant dénonce la propension européenne à « mettre l'Afrique en parc » (p. 51) en promulguant un « arsenal législatif » (p. 64) qui donne toute autorité aux gardiens blancs puis aux experts internationaux (les anciens gardiens, imposés par les ONG), avant de les confier aux gouvernements africains, qui trouvent là l'occasion de profiter de fonds importants et de combattre des populations souvent peu dociles. G. Blanc caractérise cette attitude constante, quoique partagée par des acteurs divers selon les périodes, par une série de formules qui donnent leurs titres aux chapitres 5 et 6 : « Derrière la nature, la violence » (p. 151) et « Le piège *développe-*

ment durable » (p. 179). L'adjectif « durable » s'applique, bien plus qu'au développement jamais entrevu, à ce mythe de l'interventionnisme salvateur, au nom de la disparition d'un état antérieur mythique lui aussi. Le piège se referme sur les populations concernées et ce, d'autant plus facilement que les indépendances n'entraînent aucune rupture, comme le synthétisent les formules suivantes : « les colons partent, les experts restent » (p. 98) et « protéger la nature, avoir le pouvoir » (p. 143). S'installe une stricte équivalence entre « l'invention coloniale de l'Éden », « la fabrique postcoloniale des experts » favorisée par de grandes institutions telles que l'Unesco, la FAO, le WWF, la FFI (*Flora Fauna international*) et l'UICN (*International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources*), et « le mythe du développement durable » (p. 46).

La dénonciation de l'élaboration, en Europe coloniale puis postcoloniale, de la représentation d'un continent violé par la colonisation et désormais menacé par ses populations inconscientes des enjeux globaux est solidement étayée et aboutit à la remise en cause du mythe des forêts « primaires » (p. 60) au nom desquelles se fondent tous les combats en Afrique. La défense des populations autochtones, certes injustement chassées au nom d'une cause qui serait plus sacrée que leur vie, est moins convaincante en ce qu'elle ne s'appuie que sur le cas éthiopien, où les troupeaux n'ont en rien nui à la prolifération des animaux au nom desquels on les expulse. L'auteur ne nie pas les effondrements écologiques mais s'indigne que les populations soient davantage « criminalisées » (p. 296) que les utilisateurs de *smartphones* et d'ordinateurs (p. 29). Ce « colonialisme vert » consensuel que des journalistes ont nommé « écofascisme » (p. 31) semble bien difficile à contredire tant son argumentaire est ancien, partagé, relayé, diffus, apparemment motivé et largement financé. L'essai se clôt par un dernier et vibrant rappel en faveur des hommes : « Tant que les institutions internationales et leurs experts n'abandonneront pas cette politique écologique venue tout droit de la colonisation, les habitants des parcs africains subiront une violence quotidienne. Et pour eux, il y a urgence » (p. 296). Cette étude historique rigoureuse et très documentée ne manquera pas d'éclairer autrement nombre d'analyses de la nature en Afrique, y compris les approches littéraires, en particulier écocritiques.

Dominique RANAIVOSON

BLYDEN (Edward Wilmot), *D'Afrique en Palestine*. Trad. de l'anglais, préface et notes par Xavier Luffin. Paris : CNRS éditions, 2019, 203 p. – ISBN 978-2-27111-903-2.

On connaît la tradition du « voyage en Orient », dont l'âge d'or se situe au XIX^e^ siècle : de nombreux écrivains et artistes, en France, mais aussi plus généralement en Europe, ont accompli une sorte de Grand Tour dans le bassin oriental de la Méditerranée. Marchant sur les pas de Chateau-